



Retour sur les négociations salariales, d'abord nous tenons à rappeler que nous n'avons jamais vu une négociation aussi déplorable et avec autant de provocation de notre direction, jamais on ne s'était fait autant insulter de cette sorte. Ils se sont foutus de nous comme jamais et ils ont confirmé une fois de plus, qu'elle n'avait réellement aucun pouvoir de décision. (On le savait déjà)

Sous prétexte que nous ayons une participation exceptionnelle suite à la vente de l'outil industriel de l'usine Saint-Vulbas, nous n'avons pas le droit d'avoir la même augmentation que les salariés de Miko, qui est de 1,6 %, et nous nous devrions nous contenter de 1,1 %, **rien que sur ce point Unilever ne nous respecte pas !** (Pour rappel, c'est notre catégorie qui rapporte le plus au groupe, en 2021 nous n'avons jamais fait autant de samedi, sur trois ans c'est 4 millions d'euros d'économies sur les impôts bénéfice, + 5 % d'augmentation sur les dividendes pour les actionnaires et nous n'avons jamais fait autant avec aussi peu de monde dans l'usine **et voilà le remerciement**)

Une fois de plus la direction sème la zizanie sur les pseudos propositions. Beaucoup de ces points existaient auparavant et ont été supprimés par Unilever. Et maintenant la direction est prête à les remettre mais avec des conditions dégradantes et des différences de traitements. De plus sur le pseudo abondement de 300 €, la direction fait ce qu'elle veut avec les critères de l'intéressement et manipule les chiffres comme bon lui semble. L'année dernière, l'abondement a été versé par la direction sans aucune condition. Elle n'a pas besoin de notre signature pour verser l'abondement, c'est le fruit du travail de tous !

Après, nous entendons qu'il y a des salariés qui auraient voulu que l'on signe cet accord, mais dans les échanges c'est loin d'être une majorité. Il y a un certain ras-le-bol d'aller vers la facilité et de continuer de cette sorte. Nous vous rappelons que dans cet accord, la direction propose de racheter nos jours de repos alors que nous avons fait huit jours de grève pour les obtenir. On voit clairement que sur ce point notre direction et le groupe Unilever ne l'ont toujours pas avalé et piétine par leur accord au rabais, **notre combat, nos valeurs !**

Il existe d'autres moyens pour augmenter nos salaires, ce sont des batailles à mener. Il est inacceptable d'accompagner notre direction à cette casse, avec tous les mensonges que l'on a pu entendre depuis plusieurs années.

Nous nous sommes toujours adaptés à toutes les situations, et malgré tous ces sacrifices au nom de la compétitivité, nous continuons à voir nos volumes baissés. En plus de 6 ans nous avons perdu plus de 60 millions d'unités, et cela va malheureusement continuer !

Cela n'a jamais été une négociation, une fois de plus Unilever demande encore aux salariés de faire les efforts et de s'autofinancer alors que ce sont les premiers responsables de cette politique salariale. On voit ici toute l'impuissance de notre direction, consciente que les salaires sont pour certains extrêmement bas, se permet de remettre en cause l'accord de fin de conflit du MUDA, beaucoup d'entre nous dans ce combat ont perdu de l'argent. Et c'est avec la solidarité des salariés que nous avons pu obtenir jusqu'à six jours de repos. Comme nous vous l'avons déjà dit, la pilule n'est toujours pas descendue et Unilever fait un point d'honneur à vouloir dénigrer notre lutte par cette proposition indécente dans le cadre des NAO !

Et soyons sérieux, pour une partie des personnes qui voudrait que l'on signe ce torchon pour bénéficier de la proposition honteuse de la direction sur le rachat des jours MUDA, alors que ces mêmes personnes n'ont rien fait lors de ce conflit et n'ont perdu aucun centime, (et ce n'est pas un jugement de valeur), profitent de ces jours de repos grâce au collectif des salariés et maintenant il faudrait accepter l'inacceptable !

Les salariés doivent prendre conscience qu'il serait dangereux pour nous d'ouvrir cette porte, ce serait une remise en cause de nos conquies. Accepter ce genre de chantage, pour demain il y aura un risque d'une remise en question de nos accords, c'est un prélude !

La régression ne se négocie, pas elle se combat.